





# Le budget et la ration

## Maurice Halbwachs et la quantification alimentaire (1907-1937)

**Anne Lhuissier**

*Directrice de recherche, INRAE, Centre Maurice Halbwachs*

*Exposé introductif de soutenance pour l'habilitation à diriger des recherches,  
le 4 septembre 2020*

*Garant : Nicolas Hatzfeld*

*anne.lhuissier@inrae.fr*

Chères et chers membres du jury,

Je vous remercie infiniment d'avoir accepté, dans ces conditions assez particulières<sup>1</sup>, d'examiner le dossier<sup>2</sup> que je sou mets en vue d'obtenir une habilitation à diriger des recherches en sociologie qui s'intitule « Institutions du repas : pratiques, réforme, connaissance (fin XIX<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle). Bien que ce travail doive beaucoup, à divers titres, à plusieurs collectifs de recherche et à de nombreux proches collègues et amis, je profite néanmoins de ce moment pour renouveler ma gratitude à Nicolas Hatzfeld qui a accepté d'en être le garant et m'a permis d'arriver au bout de cette aventure. Ma présentation va se faire en deux temps. Je me concentrerai d'abord sur le mémoire inédit du dossier d'HDR, qui en constitue la pièce maîtresse, avant d'aborder mes perspectives de recherche.

Le 23 juin 1951, dans les locaux du Musée de l'Homme, se réunissent les représentants – physiologistes, médecins, économistes, statisticiens, ethnologue<sup>3</sup> – des principales institutions publiques engagées dans la connaissance des consommations alimentaires des Français et leur quantification<sup>4</sup>. Cette réunion est organisée par le Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA), une institution créée en 1946 sous la tutelle de différents ministères pour coordonner les travaux menés sur la nutrition et l'alimentation. La journée porte sur le thème des enquêtes alimentaires. Pour une sociologue à INRAE, une telle réunion ne présente aujourd'hui rien d'exceptionnel. Mais sa tenue en 1951 est le fruit du travail considérable fourni avant-guerre par un ensemble d'acteurs à l'articulation des mondes académique et réformateur, auquel Maurice Halbwachs a pris une part active. Ensemble, ils ont contribué à l'élaboration d'un outillage et d'un langage communs en dehors desquels on ne peut pas comprendre en quoi cette réunion représente, à l'époque, une nouveauté. En premier lieu, la tenue de cette réunion conforte le domaine des consommations

---

<sup>1</sup> La soutenance s'est déroulée entre deux périodes de confinement en pleine épidémie de Covid-19. Pour respecter la jauge du nombre de personnes présentes dans la salle, une partie de l'assistance se trouvait donc à distance.

<sup>2</sup> Le dossier d'habilitation intitulé « Institutions du repas : pratiques, réforme, connaissance (fin XIX<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle) se compose de trois volumes : le mémoire inédit « Le budget et la ration. Maurice Halbwachs et la quantification alimentaire (1907-1937) », Université d'Evry, 2020, 382 p., le mémoire de synthèse, 78 p. et le volume de publications, 479 p.

<sup>3</sup> Paul-Henry Chombart de Lauwe.

<sup>4</sup> CNRS/CNERNA (ed.), *Les Enquêtes de consommation en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1952, 157 p.

alimentaires comme objet de recherche pluridisciplinaire et d'intérêt public, que la Seconde Guerre mondiale et les restrictions qu'elle a entraînées ont rendu encore plus évident. Ce qui apparaît en creux, c'est l'engagement progressif de l'État dans un domaine, l'amélioration et la mesure de l'alimentation, qui relevait auparavant de l'initiative de réformateurs sociaux. Un second élément est frappant dans les présentations faites lors de cette journée. C'est l'absence de discussions, pour ne pas dire de disputes, sur les outils d'enquête. Tous s'appuient sur un outillage matériel et conceptuel forgé dans le premier XXe siècle. C'est l'objet même du mémoire inédit de mon dossier d'habilitation de montrer de quelle façon se sont élaborés des standards de mesure de l'alimentation.

Après un travail initial sur les pratiques d'alimentation ouvrière<sup>5</sup>, j'ai décentré mon regard pour m'intéresser dans ce mémoire aux pratiques d'enquête *sur* l'alimentation ouvrière, en prenant cette fois-ci les sources comme objet d'étude à part entière. Le sociologue Maurice Halbwachs occupe une place centrale dans la construction de ce récit. L'étude des enquêtes par budgets de famille jalonne en effet toute sa carrière, dès son arrivée à *L'Année Sociologique* dans les années 1905. Mais ses écrits savants ne suffisent pas à rendre compte ni de l'étendue ni de la nature des contributions de Maurice Halbwachs à l'analyse des budgets ouvriers. Ils se comprennent dans un ensemble d'activités à la croisée du monde académique et de l'expertise. Ces activités ont fourni le fil d'Ariane à partir duquel j'ai reconstitué un espace de discussion et d'enquêtes empiriques sur les dépenses ouvrières. Qu'il s'agisse d'identifier des groupes sociaux *via* leurs consommations, d'élaborer un indice du coût de la vie ou de déterminer une ration calorique, les promoteurs de ces enquêtes empiriques sont animés par un enjeu commun de connaissance. Il concerne la production de données de première main, les seules à même de rendre compte du niveau et de la répartition des dépenses alimentaires, qu'elles soient monétaires ou caloriques. Aussi, l'un des enjeux majeurs de cette recherche a-t-il consisté à se situer au plus près des opérations d'enquête en les reconstituant au jour le jour. En parallèle, cela permettait de mieux comprendre la teneur des discussions dont elles faisaient l'objet entre des conceptions divergentes propres à la science sociale, à la statistique et à la physiologie, et entre champs académique, administratif et réformateur.

Il a fallu pour cela faire montre d'une certaine obstination à aller au plus près de la fabrication des enquêtes. Je me suis fondée sur des documents d'archives très disparates, mêlant de riches fonds d'institutions bien inventoriés et roboratifs à de micro-sources souvent ténues et très éparpillées. Par exemple : les procès-verbaux de commissions ou de conseil d'administration, en consignnant des prises de paroles, permettent de voir s'élaborer une enquête sans les filtres habituels des documents écrits qui en reconstruisent la cohérence *a posteriori* ; ou encore les notes d'observation d'un collaborateur à l'enquête de budget coordonnée par Maurice Halbwachs en 1907, consignées dans un carnet personnel au milieu de pensées intimes, apportent des éléments de compréhension sur les circonstances d'une telle participation à l'enquête. Tous ces documents permettent de suivre au quotidien la mise en place des différentes opérations de collecte, du choix des enquêteurs et des familles enquêtées, bref, de documenter la routine et les vicissitudes d'une enquête collective. Parfois, la connaissance fine des archives ou au contraire leur absence, m'a conduite à reconsidérer les imprimés avec attention. J'y ai repéré des traces matérielles des enquêtes telles que des menus, des listes de familles enquêtées ou encore des propos rapportés, auxquels à coup sûr, j'aurais été moins attentive sans avoir cette connaissance intime des conditions de l'enquête elle-même.

---

<sup>5</sup> Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale : les consommations ouvrières dans le second XIX<sup>e</sup> siècle*. Préface de Claude Grignon, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme /Ed. Quae, 2007, ix+272 p.

Être attentive aux opérations et aux outils de collecte m'a également permis de comprendre les différences de nature qui se cachent sous le même univers sémantique de « l'enquête ». L'utilisation commune d'un outil d'apparence identique, le relevé des dépenses des familles, renvoie en réalité à des différences majeures quant à la nature de l'information collectée. Ainsi, les enquêtes inspirées par la méthode de type monographique déploient une panoplie d'outils : leurs promoteurs recourent à des opérations d'inventaire et d'inscription qui s'incarnent dans des outils tels que des carnets, livrets, notes, notices, relevés ; ils recourent aussi à des interactions (comme des discussions et des visites) et enfin à une instrumentation visuelle par le biais de photographies. On y décèle le souci de consigner dans le détail des pratiques ainsi que des objets, et de tenter de les rapporter à des registres de signification. Les enquêtes menées dans un cadre plus administratif évoquent des opérations assez différentes, qui expriment une organisation davantage hiérarchique et bureaucratique. On y distingue des opérations de transmission d'outils et de documents réglementaires (tels que des circulaires, listes nominatives, directives, formulaires) et des opérations d'enquêtes proprement dites qui relèvent de techniques statistiques telles que les questionnaires et les dénombrements. Ces différences conceptuelles sont également perceptibles dans la division du travail d'enquête, depuis les enquêteurs et enquêtrices jusqu'aux familles enquêtées. Ce qui est frappant, c'est à quel point la nature et le degré de subordination des enquêteurs à l'égard des concepteurs des enquêtes rejaillissent sur le choix des familles enquêtées et sur la relation d'enquête. Ainsi, dans les enquêtes qui font appel à des réseaux militants, comme celle coordonnée par Maurice Halbwachs en 1907, les enquêteurs et les familles enquêtées partagent un objectif politique commun de connaissance et de défense de la classe ouvrière. Cela contraste avec les enquêtes à caractère plus administratif, comme celle de la Statistique générale de la France en 1913 ou même celle de l'Institut scientifique de recherche économique et sociale en 1935, où les familles enquêtées se confondent avec les familles secourues par les organismes et les personnes mêmes en charge de la collecte. Dans ce dernier cas, on comprend à quel point la relation d'enquête est fondée sur une relation de subordination. Cette description, bien que binaire et simplifiée, permet de donner davantage d'épaisseur à la notion de collectif, dont Paul-André Rosental soulignait la « plasticité des conceptions et des pratiques de l'enquête<sup>6</sup> ».

Cette description masque néanmoins les inflexions que prend la question des dépenses alimentaires et de leur mesure sur la période considérée. Des enquêtes par budgets de famille coordonnées par Maurice Halbwachs en 1907 et 1921<sup>7</sup> à l'enquête nutritionnelle dirigée par la physiologiste Lucie Randoïn en 1937<sup>8</sup>, cette séquence temporelle est le témoin de nombreux bouleversements économiques, sociaux et scientifiques. Ces bouleversements modifient le rapport de la société à la consommation et plus particulièrement à la consommation alimentaire, tout autant que se transforme la classe

---

<sup>6</sup> Paul-André Rosental, « Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, § 10.

<sup>7</sup> Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562 ; Maurice Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, octobre 1914, vol. 4, n° 1, p. 47-83 ; Maurice Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Mai 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3<sup>e</sup> année, Fascicule n° 5, p. 57-65 ; Maurice Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3<sup>e</sup> année, Fascicule n° 5, p. 40-56.

<sup>8</sup> Lucie Randoïn et Pierre Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud » dans CNRS/CNERNA (ed.), *Les Enquêtes de consommation alimentaire en France*, Paris, CNRS, 1952, p. 19-57 ; Anne Lhuissier, « « Étudier les coutumes alimentaires françaises, dépister les insuffisances » : le Service des enquêtes nationales sur l'alimentation (1936-1941) » dans Thomas Depecker, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (eds.), *La Juste Mesure. Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, PUR-PUFR, 2013, p. 191-214.

ouvrière, son pouvoir d'achat, ses goûts. Ils contribuent à renouveler la conception dominante des « besoins » attribués à la classe ouvrière. On passe sur la période d'un minimum vital sous-tendu par des considérations morales et économiques, à une ration calorique moyenne promue par la nouvelle science de la nutrition.

Le cheminement de Maurice Halbwachs dans ses différentes activités relatives à la mesure des dépenses ouvrières n'est pas exempt de ces bouleversements. Ils impriment à son parcours de savant les marques du temps sur la dynamique dialectique entre sa pratique scientifique et son activité d'expertise. Avec sa première enquête par budgets de famille, menée en 1907, puis avec sa thèse *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, publiée en 1912<sup>9</sup>, il se légitime d'abord comme savant sur un sujet et avec des méthodes qui appartiennent encore au monde réformateur. Il s'appuie sur cette légitimité académique nouvellement acquise pour entamer un dialogue avec la statistique administrative. Celle-ci met en place dès les années 1910 une série d'instruments d'observation et de mesure de l'évolution des prix et du coût de la vie ouvrière avec lesquels Maurice Halbwachs est en profond désaccord. Le débat achoppe en particulier sur la façon de conduire des enquêtes empiriques : la politique des grands nombres prônée par la Statistique générale de la France se fonde sur des outils (questionnaires et nomenclatures préétablies) incompatibles avec le but que se fixe Maurice Halbwachs de restituer les dépenses au regard des modes de vie des familles. Le débat qu'il entame avec la statistique administrative, légitimé par ses travaux scientifiques, le conduit peu à peu sur la scène de l'expertise internationale, où il siège, au milieu des années 1930, dans deux commissions du Bureau international du travail (BIT) et de la Société des Nations (SDN) sur l'alimentation des travailleurs et la politique de l'alimentation. Mais dans l'entre-deux-guerres, l'Organisation d'hygiène de la SDN est le théâtre du renouvellement des connaissances scientifiques en nutrition. Le rapport de force qui se joue entre le BIT et la puissante SDN n'est plus favorable aux enquêtes par budgets, auxquelles se substituent des enquêtes de physiologie, dont l'objectif est d'estimer les consommations caloriques moyennes, à partir de la pesée des aliments consommés dans des familles, ou des rations cuisinées dans des collectivités. L'emprise croissante des physiologistes sur la question de la quantification de l'alimentation conduit ainsi à une recomposition des alliances. Les enquêtes sur les dépenses caloriques, et non plus monétaires, attirent désormais l'attention et les moyens publics. Face à cette nouvelle adversité, on assiste à un rapprochement entre Maurice Halbwachs et la statistique administrative qui va aboutir, entre autres, à une collaboration pour *l'Encyclopédie* au milieu des années 1930<sup>10</sup> et à l'intégration de Maurice Halbwachs au Conseil supérieur de l'institution statistique en 1937.

Le chemin parcouru entre ces deux dates, 1907-1937, témoigne du changement de statut de la consommation alimentaire dans la société française, dont ont été tributaires les instruments de mesure. Je montre dans ce mémoire de quelle façon les enquêtes nutritionnelles, qui visent à établir une ration calorique moyenne, contribuent progressivement à l'effacement des frontières ouvrières. Au moment où Maurice Halbwachs atteint le faite de sa légitimité scientifique, ces enquêtes d'un genre nouveau rendent inaudible la position qu'il tient au titre d'expert sur les enquêtes sur les budgets de famille.

L'attention que j'ai particulièrement portée à ce jeu d'allers-retours entre science et expertise n'est peut-être pas sans rapport avec l'institution dans laquelle j'ai mené ce travail, qui a pour vocation première de produire de la recherche finalisée. Elle permet

---

<sup>9</sup> Maurice Halbwachs, *La Classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, Félix Alcan, 1912, xvii-495 p.

<sup>10</sup> Pour comprendre le projet éditorial de *l'Encyclopédie* et la contribution de Maurice Halbwachs, se reporter à Maurice Halbwachs et al., *Le Point de vue du nombre (1936)*, Paris, France, Institut national d'études démographiques, 2005, vi+469 p.

toutefois, comme le montre mon choix de faire un mémoire inédit plutôt qu'une HDR sur travaux, qu'on peut y mener des recherches de longue haleine, dès lors qu'elles visent à comprendre le monde qui nous entoure. Comme je l'expose dans le volume de synthèse du dossier d'HDR, mes recherches s'intéressent principalement à l'analyse des pratiques d'alimentation populaire en articulation avec les dispositifs de réforme sociale et de surveillance épidémiologique dont elles font l'objet, à un siècle de distance. Elles se caractérisent par un va et vient entre des terrains historiques et ethnographiques qui m'ont permis de forger une posture de recherche propre. Celle-ci consiste, quel que soit le moment réformateur auquel je m'intéresse, à ne pas considérer uniquement les cibles des politiques de réforme, mais à privilégier une approche relationnelle, les pratiques des unes ne se comprenant qu'au regard de celles des autres. Je pense que c'est l'exigence du travail historique sur les sources qui a contribué à forger cette posture. Mais le travail historique m'est également précieux jusque sur mes terrains contemporains. Par exemple, il m'a été très utile d'avoir reconstitué et analysé quasiment un siècle de questionnaires et de nomenclatures sur les repas et l'alimentation, quand nous avons participé à l'élaboration du questionnaire de la cohorte SIRS (Santé, inégalités et ruptures sociales) sur le contexte et le rythme des repas<sup>11</sup>. De même, c'est mon terrain historique sur les repas au travail qui a attiré mon attention sur le fait que la sociologie s'était peu intéressée aux repas en collectivité et ne les traitait pas sur un même pied d'égalité que les autres repas à l'extérieur.

C'est cette question que je souhaite approfondir dans mon projet de recherche qui porte sur deux types de lieux de restauration collective. Ce projet n'est pas né *ex nihilo* : il s'inscrit dans une série de collaborations qu'il vise à prolonger.

Au point de départ se trouve une enquête collective coordonnée en 2017 par l'Observatoire du Samu social. Elle portait sur l'accueil en centres d'hébergement d'urgence de migrants évacués de différents camps d'Île-de-France. Lors de l'enquête, l'alimentation est très vite apparue comme un enjeu majeur de la vie quotidienne et des relations dans les centres. Très concrètement, les conditions d'alimentation se présentent très différemment d'un centre à l'autre. Certains ne sont pas équipés pour assurer la cuisine ou les prises de repas. Les résidents et les équipes doivent alors se tourner vers les dispositifs d'aide alimentaire environnants ou bien trouver d'autres parades pour retrouver un contrôle de et sur leur alimentation quotidienne. Dans ce versant le plus minimal, les repas apparaissent comme une négation des fonctions sociales dont ils sont généralement le pivot. On comprend mieux dans ce cas l'importance des conflits qui se cristallisent autour des repas et la manière dont ils sont réappropriés entre des espaces publics (les réfectoires) et des espaces privés (les chambres et les espaces extérieurs). Dans d'autres centres qui ont expérimenté des tentatives d'autogestion et de convivialité, les repas deviennent au contraire le support de relations de coopération qui aident les résidents à trouver un équilibre et à se reconstruire une identité. Ces premières analyses méritent à présent d'être poursuivies collectivement et d'être complétées par de nouveaux matériaux. L'objectif est de comprendre quelles sont les conceptions de l'hospitalité qui sont mises en œuvre à travers ces gestions différenciées de l'alimentation quotidienne et des repas collectifs.

Cette enquête en inspire une seconde, à plus long terme. En effet, parmi les résidents rencontrés dans les centres d'hébergement d'urgence, un jeune Afghan a réussi à s'en sortir : une formation en cuisine et un titre de séjour lui ont permis de retrouver son

---

<sup>11</sup> Mise sur pied conjointement par une équipe de sociologues du CNRS (Serge Paugam et Isabelle Parizot) et par une équipe d'épidémiologistes de l'INSERM (Pierre Chauvin), la cohorte porte sur près de 3000 adultes francophones de Paris et sa première couronne (75, 92, 93, 94) habitant trois types d'îlots : en zone urbaine sensible (Zus), dans un quartier de type « ouvrier » (non situé en Zus) ou dans un quartier de type « moyen ou supérieur » (non classé en Zus). Elle sur-représente donc les personnes en situation de précarité et fournissait de ce point de vue une base idéale pour tester quantitativement des hypothèses nées de terrains qualitatifs.

autonomie financière et résidentielle et de recouvrer peu à peu une identité sociale et culturelle. Un tel itinéraire de sortie de la clandestinité et de la misère a été rendu possible par un tissu associatif dense qui prend en charge la formation de réfugiés. Depuis plusieurs années se développent en effet des restaurants associatifs et solidaires. Ils œuvrent à former au métier de cuisinier des personnes réfugiées et des personnes précaires, tout en promouvant un approvisionnement issu de l'économie circulaire ainsi que l'accès privilégié à des repas bon marché pour un public de personnes isolées.

Dans le paysage contemporain, ces structures associatives occupent une position très particulière vis-à-vis de l'aide alimentaire institutionnelle, c'est-à-dire celle qui est accréditée pour recevoir l'aide communautaire. Les restaurants solidaires présentent la spécificité de ne pas s'inscrire dans le champ de l'aide alimentaire classique, dont la littérature a mis en avant les multiples contraintes dans lesquelles elle s'exerce : pesanteurs administratives et comptables, paniers peu adaptés aux publics tant au point de vue des besoins individuels et familiaux que de leur contenu nutritionnel ; violences – verbales et symboliques – des interactions entre bénévoles et bénéficiaires... À l'extérieur de ce circuit, les restaurants solidaires gardent ainsi la maîtrise de leurs approvisionnements et de leurs publics. Fidèle à ma manière d'enquêter qui s'intéresse autant aux agents d'encadrement qu'à leurs « publics », je considère ces espaces de formation et de consommation comme le produit de la rencontre entre des systèmes normatifs qui parfois s'épousent et parfois se heurtent : le fonctionnement et l'intelligibilité de ces structures résident dans la compréhension de la rencontre de ces systèmes de valeur que seule une enquête *in situ* permettra d'appréhender, en trouvant sur le terrain une place opérationnelle qu'il me reste à définir.

Pour conclure, je soulignerai que ce projet me permet de renouer avec le thème qui se situe au démarrage de mes travaux puisque le point de départ de ma thèse a porté sur un restaurant sociétaire<sup>12</sup>. Cela montre, s'il le fallait, la cohérence mais aussi la spécificité de mon parcours de recherche.

---

<sup>12</sup> La thèse (dirigée par Christian Topalov) a été soutenue à l'EHESS le 10 juin 2002. Le texte de la soutenance a été publié : Anne Lhuissier, « Réforme sociale et alimentation populaire (1850-1914). Pour une sociologie des pratiques alimentaires [Position de thèse] », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2002, n° 24, p. 245-250. <http://journals.openedition.org/rh19/407>. Sur ce restaurant, voir Anne Lhuissier, « Le restaurant sociétaire de Grenoble sous la Seconde République », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2003, n° 26-27, p.85-110.